

LES HAUTS-DE-FRANCE DANS LE MONDE

Pour une politique internationale ambitieuse

LIANES COOPERATION

Faire des Hauts-de-France, une région intégrée à l'espace européen et mondial



EUROPÉEN ET TRANSFRONTALIER

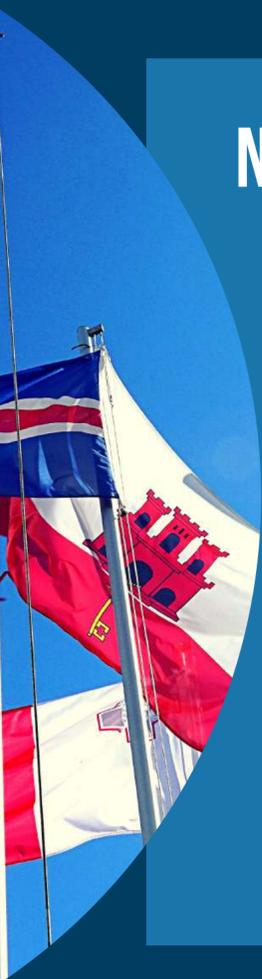
La région Hauts-de-France occupe géographiquement une place singulière en Europe du Nord. A la croisée de plusieurs grandes capitales Paris, Bruxelles, Londres, Amsterdam ou de villes stratégiques Anvers, Cologne, Le Havre, Liège, ... Elle se situe aux croisements des enjeux liés au Brexit, du futur industriel européen, des grandes routes économiques, des transports et d'un espace européen particulièrement intégré.

Le transfrontalier est une réalité avec environ 40 000 travailleurs traversant chaque jour la frontière belge, mais également de nombreux étudiants, scolaires, acteurs culturels, consommateurs ... Passer une frontière est devenu un acte banal pour une grande partie des habitants des Hauts-de-France



NOUS APPELONS À :

- Des liens pérennes et étroits avec les autres collectivités des pays transfrontaliers
- Un soutien fort pour l'apprentissage des langues comme l'anglais, le néerlandais, et l'allemand
- Un aménagement du territoire propice à des relations transfrontalières facilitées
- Des projets structurants initiés, appuyés ou rejoints par la Région
- Une mobilisation de fonds européens qui encourage les projets transnationaux



MOBILITÉ INTERNATIONALE

La mobilité internationale entrante et sortante est à la fois un élément constitutif du parcours professionnel ou universitaire de nombreux habitants de la région mais également un élément d'attractivité du territoire. La mobilité permet les échanges de pratiques innovantes, l'apprentissage des langues, l'autonomisation des jeunes, l'attraction des talents en région.

Pourtant, seuls 14% des jeunes âgés de 18 à 30 ans de la région ont pu bénéficier d'une expérience de mobilité internationale (hors vacances) dans leurs parcours, contre 16% pour la moyenne nationale et le sentiment d'être citoyen européen est sensiblement moindre en région (50% contre 53% pour la moyenne nationale). L'accès à la mobilité internationale est par ailleurs très inégal selon le territoire d'origine ou le niveau d'étude des acteurs. Des freins existent : financiers, psychologiques, culturels ... mais l'accès à l'information est également un enjeu.

La Région porte aujourd'hui un consortium Erasmus + pour accompagner les acteurs de l'enseignement formel, propose la bourse de mobilité Mermoz à destination des étudiants et apprentis et organise l'événement "Cap sur le monde". Elle soutient entre autres la plateforme régionale «Ready to Move» actrice de l'information, de la formation et de l'accompagnement des acteurs régionaux.



NOUS APPELONS À :

- Un véritable soutien de la Région en faveur de la mobilité internationale des jeunes et professionnels des Hauts-de-France
- Un accueil facilité pour les étrangers en Hauts-de-France
- La mobilisation de fonds étatiques ou européens et des partenariats solides en ce sens, la création de partenariats avec européens et internationaux avec les acteurs de la mobilité
- Une prise en compte des publics prioritaires dans l'accès à la mobilité tels que des jeunes avec moins d'opportunités ou des jeunes décrocheurs ou encore certaines zones rurales ou minières du territoire régional



DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE MONDE

L'adoption des Objectifs de Développement Durable par les Nations Unies en 2015 a profondément changé les pratiques d'action internationale en imposant un nouveau paradigme. La prise de conscience progressive que les enjeux de changement climatique, de migrations, de développement économique, des systèmes de santé étaient partagés partout dans le monde a radicalement changé les pratiques de coopération internationale. Il ne s'agit plus d'une «aide» ou d'un «supplément d'âme» mais bien d'une activité stratégique et d'échange gagnant-gagnant.

La France s'est engagée auprès de l'OCDE à porter son Aide Publique au Développement à hauteur de 0,7% de son PIB (contre 0,38% aujourd'hui). En 2019, la Région Hauts-de-France contribuait à hauteur de 755 000€ à l'APD française, se classant ainsi à la 10ème place parmi les régions françaises, notamment grâce au programme Energie pour l'Afrique.

Outre le fait de contribuer à répondre aux grands enjeux de notre siècle, les politiques de développement sont un formidable levier pour engager et valoriser à travers le monde les acteurs régionaux sur des solutions innovantes dans de nombreux domaines: Accès à l'énergie, gestion de l'eau et assainissement, développement économique local, éducation et formation professionnelle avec une attention particulière pour les filles et les femmes, résilience face au changement climatique, gouvernance locale et planification territoriale, ...



NOUS APPELONS À :

- Une politique régionale en faveur du développement international, dont les contours géographiques et thématiques seraient mis en avant
- Des partenariats stratégiques incluant la mobilisation d'acteurs régionaux
- De nouveaux partenariats avec d'autres territoires dans le monde
- Une inclusion plus importante des Objectifs de Développement Durable dans la politique régionale



CITOYENNETÉ ET ENGAGEMENT

Les Hauts-de-France ne sont pas un îlot isolé du reste du monde. La région est confrontée au changement climatique, aux questions d'accueil des réfugiés, à la raréfaction de la ressource en eau ... et les questions d'égalité femmes-hommes ou de lutte contre la pauvreté restent des sujets d'importance comme dans d'autres régions du monde. La Région peut s'inscrire dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durables mais pour cela elle doit faire comprendre les enjeux aux citoyens.

La compréhension des enjeux européens et mondiaux ainsi que la capacité des citoyens à y contribuer sont pour Lianes coopération une priorité d'une politique d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

Aujourd'hui, la Région ne porte pas directement de politique sur ce sujet mais celui-ci est traité par d'autres collectivités territoriales. Lianes coopération le fait également au travers de formation, de rencontres et depuis 2020 d'un fonds régional de 100 000€ visant à soutenir des initiatives locales portées par des associations en lien avec des établissements scolaires, des structures jeunesse, ...

NOUS APPELONS À :

- Une politique de soutien en faveur de l'engagement citoyen surtout des jeunes, mais aussi des moins jeunes et du décryptage des enjeux mondiaux sur le territoire des Hauts-de-France, dont les contours seraient dûment définis.
- Un engagement auprès des publics et thématiques prioritaires et notamment
- Des partenariats stratégiques qui favorisent l'engagement des citoyens des Hauts-de-France
- Une coopération étroite avec les acteurs éducatifs et l'appui pour davantage de liens entre éducation formelle et éducation non formelle



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le commerce extérieur représente une part non négligeable du développement économique de la région. Avec 49,5 milliards d'Euros d'exportations pour un PIB de 157 milliards d'Euros, la région se classe 5ème région de France à l'export. Ces chiffres sont à mettre en regard des 65 milliards d'Euros à l'import.

La Région assure le chef-de-filât territorial dans la construction du SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation. Ce schéma fixe les grandes orientations stratégiques régionales en termes de complémentarité des acteurs, d'orientations stratégiques de filières, d'équilibre économique, d'aide aux entreprises, de soutien à l'innovation ... mais également d'internationalisation des entreprises.

La Région est porteuse d'une politique de partenariats stratégiques, de soutien aux acteurs de l'internationalisation des entreprises ou du développement d'infrastructures (Train, ports, aéroports, ...). Elle peut articuler son action avec d'autres acteurs nationaux ou infra-régionaux pour ouvrir de nouveaux marchés à l'économie régionale, valoriser l'expertise de certaines filières, ...



NOUS APPELONS À :

- La construction d'un SRDEII qui inclut davantage l'approche internationale et prend en compte les filières prioritaires
- Une stratégie de développement économique à l'international de la Région Hauts-de-France à la hauteur de sa place et de sa situation géographique
- Un accroissement des échanges commerciaux avec la région
- Le développement des partenariats multi acteurs (dont entreprises, associations, ONG, universités, grandes écoles)



LANGUES ET CULTURES

L'ouverture de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts en 2022 vient interroger le rapport de la langue française aux autres langues dans le monde et sur le territoire. Ce site se veut un lieu de passage pour les francophones du monde entier, il vise à replacer le français dans un contexte mondial. Le sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie devrait se tenir en Hauts-de-France en 2023.

De manière plus large, de nombreux établissements culturels favorisent la circulation d'artistes ou d'œuvres venant interroger notre vision du monde, favoriser la rencontre interculturelle, susciter la curiosité et l'ouverture à la différence, ... Plusieurs musées de la région accueillent également des œuvres d'art africaines présentes sur la liste de restitution des œuvres d'art.



NOUS APPELONS À :

- Une politique linguistique ambitieuse en région Hauts-de-France
- Un développement de projets autour de la Cité internationale de la Francophonie de Villers-Cotterêts
- Une politique culturelle qui intègre une dimension internationale



MIGRATION ET DIASPORAS

La région Hauts-de-France est à la fois une terre d'accueil et de transit pour de nombreuses personnes. Les diasporas polonaise, portugaise ou maghrébine sont particulièrement importantes et ont joué un rôle clé dans le développement de la région au XXème siècle. Ces diasporas jouent un rôle essentiel de pont, voire d'ambassadeur et relai pour le rayonnement, entre la France et leur pays d'origine, elles sont actives dans les domaines culturels, économiques, éducatifs, ...

Par ailleurs, la proximité des côtes des Hauts-de-France avec le Royaume-Unis fait du littoral calaisien un couloir de passage pour de nombreux migrants issus de pays instables. Plusieurs politiques se sont succédées ou on fait l'objet d'expérimentations. Si ces questions ne relèvent pas directement des compétences régionales, l'exécutif possède toutefois une capacité d'agir en termes d'infrastructures ou de coordination des acteurs locaux.



NOUS APPELONS À :

- Une vision politique renouvelée sur les questions migratoires, en lien avec les actualités
- Une collaboration étroite avec les diasporas de la région
- Une plus grande implication de l'exécutif quant aux conditions de vie des migrants du littoral

